

Gouvernement du Québec

Cabinet du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Réforme des institutions démocratiques Leader parlementaire adjoint du gouvernement Ministre responsable de la région du Bas-Saint-Laurent

Québec, le 4 novembre 2009

Madame Anik Montminy Directrice de cabinet Bureau du leader parlementaire du gouvernement Edifice Pamphile- Le May 1035, rue des Parlementaires, 1er étage, bureau 1.39 Québec (Québec) G1A 1A4

Chère collègue,

Vous trouverez joint à la présente, une note en réponse à l'extrait de pétition déposée le 20 octobre dernier par le député de Robert-Baldwin, monsieur Pierre Marsan, à l'égard de la Société protectrice des animaux (SPCA).

Veuillez agréer, chère collègue, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Pierre Ouellet

Directeur de cabinet

DATE:

4 novembre 2009

OBJET:

Dépôt d'une pétition par M. Pierre Marsan, député de

Robert-Baldwin

En février 2009, un groupe de travail a été créé par le ministère de l'Agriculture des Pêcheries et de l'Alimentation, en vue de renforcer les mesures existantes à l'égard du bien-être des animaux de compagnie. Le président du groupe de travail, M. Geoffrey Kelley, député de Jacques-Cartier, a remis publiquement son rapport le 7 octobre 2009 à M. Claude Béchard, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Ce rapport rend compte des réflexions des membres du groupe de travail en ce qui a trait aux divers sujets liés au bien-être des chiens et des chats et présente aussi les observations et les recommandations du président, M. Kelley.

En lien avec les recommandations qui ont été émises dans le rapport de M. Geoffrey Kelley, le ministre, M. Claude Béchard a annoncé que le gouvernement allait former des inspecteurs pouvant appliquer la section sur la sécurité et le bien-être animal de la Loi P-42, et que ce mandat sera confié aux diverses SPA et SPCA intéressées par la signature d'ententes avec le gouvernement.

La rédaction d'un règlement établissant les normes pour la garde et le soin des animaux de compagnie fait également partie des mesures qui seront mises en place par le gouvernement.